

# SYNDICAT CFTC - DOUANES

Bâtiment Condorcet – Teledoc 322

6, rue Louise Weiss - 75703 PARIS Cedex 13

☎ : 01 57 53 29 21

courriel : [cftc.douanes@douane.finances.gouv.fr](mailto:cftc.douanes@douane.finances.gouv.fr)



## *Le billet d'humeur du Président*

### *Dans le PIF !*

Le PIF, vous connaissez ? Le Plan Interrégional de Formation. Mais la PIF ? Là, c'est moins évident... C'est la « Protection des Intérêts Financiers », de l'Union Européenne. Nos collègues affectés au dédouanement ou travaillant dans les Cellules Conseils aux Entreprises, ou encore dans les CRPC CO, connaissent bien, les autres sans doute moins. Ce sera pourtant un axe fort du prochain contrat stratégique de notre direction générale, ou de son avatar.

Via les PRONAT dans Delta, on peut parfaitement mesurer le respect de la PIF, c'est-à-dire le respect de l'application de la réglementation européenne par nos services concernant le recouvrement des droits de douane, droits anti-dumping et droits compensateurs, qui alimentent le budget de l'U.E.

La douane est en première ligne pour ce faire. Y a-t-il une administration plus européenne que la douane ? Qui applique au quotidien le code des douanes de l'Union sinon nous ? Qui veille au grain européen sinon la DGDDI ? Qui tremble lorsqu'une inspection de Bruxelles est annoncée dans les services ? On ne sait jamais exactement quel service sera contrôlé mais gare aux conséquences, et chaque directeur, chaque chef de service prie pour qu'il ne soit pas concerné, parce qu'aux yeux de la Commission européenne aucun service n'est irréprochable.

# **SYNDICAT CFTC - DOUANES**

Bâtiment Condorcet – Teledoc 322

6, rue Louise Weiss - 75703 PARIS Cedex 13

☎ : 01 57 53 29 21

courriel : [cftc.douanes@douane.finances.gouv.fr](mailto:cftc.douanes@douane.finances.gouv.fr)

Mais c'est pour le bien commun que cet argent est récolté car il sert à financer les programmes d'aides de l'U.E., la PAC et Erasmus étant les plus connus. Une chose qu'on sait moins est qu'il sert aussi à payer les fonctionnaires européens. Et qui dit fonctionnaire sous-entend dans notre beau pays réduction des effectifs et gel des salaires. Les sujets ne sont même plus discutés aujourd'hui avec les syndicats, rangés au placard des tabous, au même titre que l'apport réel de l'Union Européenne. Ces questions ne se posent plus, ou du moins ne doivent pas être posées.

Vous pensez peut-être que c'est le cas partout, et ce n'est pas forcément faux. À Bruxelles les 66 000 fonctionnaires européens ne s'interrogent pas sur leur utilité, ni d'ailleurs sur leurs salaires puisqu'un mécanisme savant leur garantit une réévaluation annuelle en fonction de l'inflation sur les sites d'implantation des institutions (Bruxelles et Luxembourg).

Ainsi, le 1er avril 2025, ces quelque 66.000 fonctionnaires des institutions européennes verront leur rémunération augmenter pour la septième fois depuis 2022. Une augmentation de 8,5 % au titre de 2024 par exemple, sans compter l'exonération d'impôt sur le revenu. Le plus bas salaire s'établit ainsi à 3 645 euros, nets, la décence m'interdisant de vous révéler le plus haut. L'Europe fait rêver...

Alors que pèsent 16 000 douaniers français à côté ? La Protection des Intérêts Financiers nous concerne en douane mais elle n'a rien à voir avec notre pouvoir d'achat. À l'heure où l'on supprime la GIPA (Garantie de Pouvoir d'Achat) et où l'on prélèvera 10 % de notre rémunération suite à arrêt maladie, on peut aisément dire que j'ai l'Union Européenne dans le pif.

Mais qui l'a dans le baba ?

C.L. 24/03/2025

***CFTC-Douanes : sur un autre ton.***